



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

**Signature de la charte d'engagements par les investisseurs institutionnels**  
**en faveur du financement des entreprises technologiques**

**Interventions de Cédric O, secrétaire d'Etat chargé du Numérique**  
**et de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances**

***Bercy***

*Lundi 13 janvier 2020*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



## **Cédric O, secrétaire d'Etat en charge du Numérique**

Merci beaucoup, monsieur le Ministre, cher Bruno,  
Madame la Présidente,  
Cher Philippe, chers amis,

Merci beaucoup d'être là aujourd'hui.

C'est un jour qui est très important pour la French Tech et l'écosystème du numérique français. Je veux très sincèrement remercier l'ensemble des investisseurs institutionnels, particulièrement les assureurs, mais pas qu'eux, il y en a d'autres, qui ont décidé aujourd'hui de s'engager pour le financement de la French Tech et des entreprises du numérique françaises et de créer cette classe d'investissement ici en France.

Comme vous le savez, mais je serai vraiment très rapide, nous avons énormément d'ambition pour cet écosystème du numérique français qui se développe très vite, mais qui doit encore plus se développer parce que c'est un élément extrêmement important de l'emploi en France.

Je rappelle que cette année, ce sont 25 000 emplois qui seront créés par les start-up en France. 25 000 emplois, c'est entre 10 et 15 % des créations nettes d'emplois et donc être capable de développer cet écosystème, de développer financièrement, de lui apporter aussi les ressources dont il a besoin en termes de talents - mais on aura l'occasion probablement d'en reparler - c'est indispensable pour les emplois d'aujourd'hui, pour les emplois de demain et puis pour notre souveraineté.

Donc merci beaucoup à l'ensemble du travail qui a été mené sous la houlette de Philippe Tibi, avec les assureurs, avec les investisseurs institutionnels pour arriver à cette concrétisation aujourd'hui des 6 milliards.

Merci, madame la présidente, pour l'engagement de votre secteur. Et puis, on espère évidemment que tout ceci n'est que le début.



## **Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances**

Merci, Madame la Présidente,  
Chère Florence Lustman,  
Monsieur le Ministre, cher Cédric.  
Cher Philippe Tibi,

L'initiative que nous prenons aujourd'hui à la suite de la volonté exprimée par le président de la République il y a quelques mois, est une initiative exceptionnelle. Et je pèse mes mots.

Elle est exceptionnelle d'abord dans les montants financiers qui sont engagés : 6 milliards d'euros sur trois ans pour le financement des entreprises technologiques et de la croissance d'entreprises de la *tech*.

C'est un montant considérable avec un objectif, je le rappelle, qui a été fixé par le président de la République, de 20 milliards d'euros sur le long terme. Donc, exceptionnel par les montants qui sont engagés. Et puis, comme on dit, "c'est du vrai argent".

J'ai demandé à chaque assureur de signer son parapheur pour être sûr que la liste des engagements financiers que j'ai ici, qui représente 6 milliards 154 millions d'euros, arrivent bien à destination, c'est-à-dire dans les entreprises qui sont représentées ici.

Elle est exceptionnelle également par la méthode que nous avons employée et que je tiens à saluer.

Je remercie la présidente de la Fédération des assureurs, mais je remercie aussi tous les assureurs qui sont présents parce que nous avons beaucoup discuté, beaucoup dialogué sur les modalités et les règles de gouvernance avant de parvenir à cet accord-là.

Enfin, elle est exceptionnelle par les enjeux qui sont derrière.

L'enjeu est un enjeu de souveraineté. Un enjeu majeur de souveraineté. Est-ce que nous voulons avoir nos propres entreprises de la *tech* qui se développent, qui deviennent des entreprises de taille intermédiaire et demain, des licornes ? Ou est-ce que nous continuons comme avant, c'est-à-dire d'être les champions des start-up, mais en revanche, particulièrement faibles en matière de croissance de ces entreprises, avec le risque qu'elles soient toutes rachetées les unes après les autres au fur à mesure du temps par les géants américains ?

Donc, il y a derrière une question de souveraineté et d'indépendance, une question de puissance économique, une question d'emploi, une question d'animation des territoires qui est absolument vitale.

L'enjeu a été parfaitement posé par Philippe Tibi.

Je le remercie parce que si nous n'avions pas eu un rapport de cette qualité-là, je pense que nous n'aurions pas eu des décisions aussi exceptionnelles, c'est le financement des grandes entreprises technologiques françaises.



Comment garantir un financement solide, indépendant, souverain pour avoir demain des grandes entreprises *high tech* qui soient solides, indépendantes et souveraines également ?

Il n'y a qu'un seul défi, c'est, je le répète, le financement.

Tout le reste, nous savons faire. Nous savons faire parce que nous sommes un peuple créatif, parce que nous sommes un peuple d'entrepreneurs. Une fois encore, quand je vois les entrepreneurs qui sont présents, ils en sont la meilleure illustration.

Le hic, c'est le financement. Nous créons, nous inventons, nous innovons, nous avons des start-up. Cela peut aller de l'industrie agroalimentaire jusqu'à la musique en passant par la cybersécurité. Et puis, dès qu'on grandit, on se heurte à cet obstacle du financement.

Nous, nous avons voulu lever cet obstacle en reprenant les recommandations du rapport de Philippe Tibi. Nous allons mettre en place les moyens financiers nécessaires à la croissance de ces start-up technologiques.

Donc, nous allons avoir le soutien des assureurs, des 21 institutions qui ont signé.

Une fois encore, je les remercie de leur engagement. Elles mettront 6 milliards d'euros 154 millions sur la table sur les 3 années qui viennent, avec un objectif de 20 milliards d'euros à terme pour le financement des start-up technologiques. Cela touchera les entreprises cotées, mais aussi des entreprises non cotées, puisqu'il faut bien assurer cette diversification et cela nous permettra une fois encore de garantir notre souveraineté technologique à terme.

Au-delà de cet enjeu, le financement des start-up technologiques et de leur croissance, il y a un enjeu sur lequel je me suis exprimé à de multiples reprises mais sur lequel je voudrais revenir.

Nous devons avoir en France un secteur financier à la fois puissant et responsable. C'est notre intérêt.

Quand j'entends les polémiques sur BlackRock, je me dis "Mais le sujet, ce n'est pas BlackRock, le sujet, c'est qu'il y ait des BlackRock français, c'est qu'il y ait des entreprises financières suffisamment puissantes pour garantir le financement aussi bien des produits d'épargne retraite que de nos PME, de nos entreprises ou de nos start-up". C'est ça le sujet.

Enfin, soyons combatifs et audacieux et plutôt que de pointer du doigt les uns ou les autres, faisons en sorte d'être puissants et indépendants du point de vue financier. C'est bien ça l'enjeu absolument stratégique pour notre pays.

Nous voulons construire un secteur financier puissant et responsable. C'est ce pour quoi je me bats depuis trois ans et je continuerai à me battre dans cette direction.

Quand je dis "secteur financier", c'est aussi bien privé que public. Je rappelle que nous avons créé l'institution financière publique la plus importante de la planète grâce au rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations et de La Poste avec plus de 1 000 milliards d'euros d'actifs disponibles. C'est absolument considérable.



Bien sûr que dans ce secteur financier puissant et responsable le secteur public a son rôle à jouer. La BPI joue un rôle formidable et je sais le travail qui est fait par Nicolas Dufourcq. Toutes les entreprises qui sont présentes et toutes celles que je rencontre me disent toujours "La BPI fait un travail formidable".

Il faut que le secteur financier privé occupe aussi toute sa place. Il le fait avec ses 6 milliards d'euros et je remercie une fois encore les assureurs.

Parallèlement, c'est quoi notre responsabilité, nous, la puissance publique ? C'est de faire en sorte que vos investissements dans les entreprises, dans les actions d'entreprises cotées ou dans les entreprises non-cotées soient moins pénalisées que cela ne l'est aujourd'hui.

C'est à nous, la puissance publique, de faire évoluer les règles prudentielles. Nous l'avons fait, je le rappelle, puisque c'est 22 % pour certaines classes d'actifs très particulières un peu plus sûres.

Mais nous le faisons parce que si nous voulons avoir un financement correct de notre économie il ne faut pas que le financement de l'économie soit pénalisé comme il l'est aujourd'hui dans les fonds propres des assureurs.

Croyez-moi, vous pouvez compter sur moi, je l'ai suffisamment montré, pour me battre en faveur de la révision de la directive Solvabilité 2 pour qu'elle se fasse dans l'intérêt du financement de notre économie.

Si nous prenons un tout petit peu de recul, ce qui est toujours bon, et que nous voyons ce qui se passe aux Etats-Unis, ce qui se passe en Europe, faisons très attention à ce que de la sur-réglementation européenne ne conduise pas à valoriser les banques des secteurs financiers américains au détriment des banques et du secteur financier européen.

Nous, nous voulons un secteur financier européen puissant. Nous le voulons aussi responsable : responsable, cela veut dire qu'il n'investisse pas dans n'importe quoi.

L'investissement dans les start-up technologiques, c'est une excellente chose pour nos technologies et donc notre souveraineté économique. L'investissement dans la croissance verte et dans la transition écologique, c'est une priorité absolue.

Je me bats avec le président de la République depuis près de trois ans pour que nous investissions dans la finance verte. Nous sommes aujourd'hui probablement la nation leader en matière de finance verte. Il faut continuer dans cette direction. Et financement veut dire aussi financement social quand c'est nécessaire. Il n'y a pas d'opposition entre le secteur de la finance et le soutien aux plus modestes.

Quand je vois ce que les banques françaises ont commencé à faire sur l'offre bancaire spécifique, sur les frais d'incidents bancaires, c'est là aussi la volonté de conjuguer une puissance financière avec le sens des responsabilités, qui est de la responsabilité sociale ou la responsabilité envers notre planète.

Vous voyez, tout cela s'inscrit dans une volonté de plus long terme exprimée par le président de la République depuis le premier jour de son mandat : reprendre notre destin en main, garantir notre souveraineté, ne pas laisser la croissance de nos start-up, de nos PME technologiques les plus puissantes dans les mains de fonds qui ne seraient pas des fonds français ou européens.



C'est possible, c'est à portée de main. Ça ne se fera pas du jour au lendemain, je suis lucide là-dessus, mais nous fixons une direction, et croyez-moi, nous allons nous y tenir, non pas en obligeant les uns ou les autres à prendre telle ou telle décision, mais en créant l'environnement favorable qui amènera justement le secteur financier, banque ou assurance, à s'orienter dans cette direction.

Je reprends ce que disait Cédric O aussi, c'est l'intérêt évidemment de l'entreprise, c'est l'intérêt des start-up, c'est l'intérêt de notre économie, je suis convaincu que ce sera aussi l'intérêt du secteur financier lui-même et des assureurs eux-mêmes. Dans une période de taux bas comme ceux que nous avons aujourd'hui, la diversification des placements est un enjeu pour tous, aussi bien pour nos compatriotes, pour les épargnants, que pour le secteur financier lui-même.

Donc, merci à tous pour cette signature exceptionnelle.

Une fois encore, je crois que c'est une belle journée pour nos start-up, une belle journée pour l'économie française et une belle journée pour la technologie française.

Merci à tous.